



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 18/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOLVAY OPERATIONS FRANCE

9, rue des Cuirassiers
Immeuble SILEX 2
69003 Lyon

Références : 2025_1196
Code AIOT : 0006200158

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement SOLVAY OPERATIONS FRANCE implanté 2, rue Gabriel Peri BP 1 54110 Dombasle-sur-Meurthe. L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le suivi de l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à la recherche de composés per et polyfluoroalkylés (PFAS) dans les rejets d'eau de l'établissement. Les résultats des campagnes d'analyse imposées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 montrent la présence de PFAS et d'AOF dans les rejets aqueux d'un certain nombre de sites industriels. Dans la continuité de l'action nationale 2024, ces émissions doivent être supprimées ou, à défaut, réduites autant que possible. Les exploitants doivent donc définir un plan d'action pour supprimer/réduire les émissions de PFAS.

Le site de SOLVAY OPERATIONS FRANCE est concerné par l'action compte tenu des flux détectés

pour le paramètre AOF uniquement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVAY OPERATIONS FRANCE
- 2,rue Gabriel Peri BP 1 54110 Dombasle-sur-Meurthe
- Code AIOT : 0006200158
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOLVAY est spécialisée dans la production de carbonate et bicarbonate de soude.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
5	5. Mesures d'investigation	Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection que suite à la réalisation des trois campagnes d'analyse prévues par l'arrêté

ministériel du 20/06/2023, du Fluor Organique Adsorbable (AOF) a été détecté lors de plusieurs analyses au-delà du seuil de quantification, sans détection de composés perfluoroalkylés (PFAS). Il est important de relever que les analyses réalisées sur les eaux entrant dans les procédés de fabrication (mélange d'eaux de surface) ont démontré la présence d'AOF et peuvent ainsi contribuer à la présence d'AOF dans le rejet des installations.

Dans ce contexte, l'exploitant a procédé aux démarches d'identification de la présence de PFAS ou substances fluorées dans les produits utilisés au sein de son site ainsi que leur présence dans les rejets de l'établissement. Pour l'instant, la démarche de recherche via les fiches de données de sécurité a démontré l'absence de ces composés dans les produits utilisés sur site à ce jour. A noter qu'un travail supplémentaire sur les produits utilisés dans le cadre de la défense incendie est attendu de la part de l'exploitant.

En novembre 2024, l'exploitant avait proposé un plan d'action visant à investiguer l'origine des AOF et à mettre en place une surveillance complémentaire, comprenant trois nouvelles campagnes d'analyses sur ses rejets aqueux et points de prélèvement. Cependant, la présence importante de chlorures et de matières en suspension rend les analyses difficiles et limite l'interprétation des résultats.

À la suite de la visite d'inspection, l'exploitant s'est engagé à réaliser une nouvelle campagne d'analyses avec un nouveau prestataire, dans le but de surmonter les contraintes techniques et d'obtenir des mesures plus fiables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les campagnes de mesure demandées par l'Arrêté Ministériel du 20 juin 2023 se sont déroulées durant les mois de mars, avril et mai 2024. Il a été constaté que l'exploitant a bien déclaré les résultats sur l'outil GIDAF et qu'il n'y aucune erreur de saisie. Ces analyses montrent la présence de : <ul style="list-style-type: none">• Fluor Organique Absorbable (AOF) dans la première campagne d'analyse sur le point de rejet "égout" (10 g/j) ;• Fluor Organique Absorbable dans la deuxième campagne d'analyse sur le point de rejet "petites eaux" (187 g/j) ;• Fluor Organique Absorbable dans les deuxième et troisième campagnes d'analyses sur le point de rejet "salins" (1718 g/j et 64 g/j) ;

- Fluor Organique Absorbable dans les première et troisième campagnes d'analyses sur les eaux de prélèvements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L

Prescription contrôlée :

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau
Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]

Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.

Constats :

Les analyses effectuées n'ont révélé aucune présence de PFOS dans les échantillons testés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Afin de déterminer la présence de PFAS ou composés fluorés dans les produits utilisés sur le site, l'exploitant a entrepris un travail de consultation des fiches de données de sécurité (FDS). Ce travail a concerné plus de 420 produits provenant de différents ateliers, laboratoire et usine principalement. Lors de cette recherche, l'exploitant a comparé les numéros CAS des substances de l'Arrêté Ministériel du 20/06/2023 à ceux présents dans les FDS.

<p>Cette recherche a démontré :</p> <ul style="list-style-type: none"> la présence d'un PFAS (substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées) anciennement utilisé jusqu'en octobre 2024 en tant qu'aérosol mais ne pouvant pas se retrouver dans les rejets aqueux ; l'absence de PFAS dans les produits utilisés et présents sur site à ce jour. <p>A noter que l'exploitant indique ne pas avoir analysé les compositions des émulseurs/extincteurs. Pour rappel, ces derniers sont susceptibles de contenir des additifs fluorés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de fournir la liste des produits utilisés dans le cadre de la défense incendie pouvant être susceptibles de contenir des PFAS ou additifs fluorés. La consultation des fournisseurs est recommandée afin de vérifier la présence de PFAS en détail. L'exploitant indiquera également si ces derniers ont été percutés au cours des dernières années et dans quelles quantités.</p> <p>Un retour sur la démarche engagée sera faite à inspection dans un délai n'excédant pas 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la réalisation des campagnes initiales (3 campagnes de mesures réalisées de mars à mai 2024), l'exploitant a pu identifier la présence d'AOF dans ses prélèvements (eaux amonts) et ses rejets. Il est à noter que pour les rejets les concentrations en PFAS détectées sont toutes inférieurs au seuil de quantification défini par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.</p>

Par ailleurs, l'inspection a reçu le 20 novembre 2024, un plan d'action de la part de l'exploitant visant dans un premier temps à investiguer sur la présence d'AOF et mettre en place une surveillance complémentaire. Le jour de l'inspection, l'exploitant a détaillé l'avancée de ces actions.

La phase d'investigation est en cours de finalisation et démontre, à ce jour, l'absence de PFAS dans les produits utilisés.

La phase de suppression/réduction reste pour l'instant complexe. En effet, lors des campagnes d'analyses initiales, des concentrations élevées en chlorures et en matières en suspension ont été observées. Ces dernières peuvent interférer avec la mesure d'AOF, entraînant une surestimation des résultats.

De plus, étant donné l'absence de PFAS et substances fluorées dans les produits utilisés, l'origine de cette présence n'est pas clairement identifiée, ce qui rend difficile la mise en place d'une suppression/réduction à la source à ce stade.

Par ailleurs, les eaux entrant dans les procédés de fabrication (mélange d'eaux de surface) contribuent à la présence d'AOF dans le rejet des installations.

Malgré ces difficultés, l'exploitant s'est engagé à réaliser de nouvelles campagnes d'analyses sur les différents points de rejet et de prélèvement. Dans ce cadre, trois campagnes supplémentaires ont été effectuées en avril, juin et juillet 2025. Comme pour les campagnes précédentes, les fortes concentrations en chlorures et en matières en suspension ont impacté les mesures et ne permettent pas de conclure de manière fiable sur la présence réelle d'AOF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 5. Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

Suite aux trois campagnes d'analyses réalisées dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023, l'exploitant a mis en œuvre une surveillance complémentaire constituée de trois nouvelles campagnes (réalisées en avril, juin et juillet 2025).

Les résultats obtenus ont démontré la présence d'AOF lors d'une campagne (avril 2025) avec des concentrations en AOF de 5,87 µg/L pour le point de rejet "petites eaux" et 2 µg/L pour le point "rejet salin".

Il convient de noter que des concentrations élevées en chlorures et en matières en suspension ont été observées lors de ces analyses et ont compliqué les analyses d'AOF et de PFAS en nécessitant la réalisation de dilutions. Ces dilutions entraînent une augmentation de la limite de

quantification, pouvant aller jusqu'à un facteur 20, ce qui ne permet pas de garantir des limites de quantification fiables et rend la justification de la présence d'AOF particulièrement complexe.

Après discussion, l'exploitant s'est proposé de réaliser une nouvelle campagne d'analyses au premier trimestre 2023 avec un laboratoire différent. Ce changement de laboratoire pourrait contribuer à obtenir des mesures plus fiables et comparables, permettant ainsi d'éclaircir la situation et de mieux évaluer les concentrations d'AOF observées, compte tenu des taux élevés de chlorures et de matières en suspension dans les rejets.

En fonction des résultats de cette campagne, l'exploitant envisage également de réaliser une analyse complémentaire utilisant la méthode TOP ASSAY, dans l'hypothèse où des AOF seraient détectés sans détection de PFAS. Cette démarche vise à démontrer que les AOF retrouvés ne proviennent pas des PFAS mais d'une autre source.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui adresser, sans délai, le rapport d'analyse de ses points de rejet et prélèvement, dès sa réception.

Type de suites proposées : Sans suite